

Sous la direction de PEER DE JONG

**Sécurité et développement
dans le Sahel**
Du concept à la réalité



*Introduction de Maman Sambo Sidikou
Secrétaire exécutif du G5 Sahel*



L'Harmattan

Sous la direction de Peer de Jong

Sécurité et développement dans le Sahel

Du concept à la réalité

Contributions émanant de recherches et d'une synthèse du colloque
organisé le 1^{er} octobre 2019 à l'UNESCO
par le Secrétariat permanent du G5 Sahel, l'Institut Themis
et l'Association Europe-Mauritanie

L'Harmattan

SOMMAIRE

INTRODUCTION	11
Sécurité et développement : le G5 Sahel et le sens de l'urgence <i>Maman Sambo SIDIKOU</i> <i>Secrétaire exécutif du G5 Sahel</i>	13
UN ENVIRONNEMENT QUI SE DEGRADE	23
Sécurité et développement : le concept <i>Peer de JONG</i> <i>Vice-président de l'Institut Themis</i>	25
Politique du désastre : l'insécurité au Sahel et ses soubassements structurels <i>Alain ANTIL</i> <i>Directeur du centre Afrique subsaharienne de l'Institut français des relations internationales (IFRI)</i>	77
RÉALITES NATIONALES	93
Mauritanie et Groupement nomade : une nouvelle relation aux populations <i>Général de division Ould Sidi MESGHAROU</i> <i>Chef d'état-major de la Garde nationale de la République islamique de Mauritanie</i>	95
Coopération militaire transfrontalière dans la Bande sahélo-saharienne : domaines de coopération possible entre le G5 Sahel et la Commission du bassin du lac Tchad <i>Colonel-Major Mady SAVADOGO</i> <i>Coordonnateur du Centre sahélien d'analyse des menaces et d'alerte précoce (CSAMAP) du G5 Sahel</i>	103

Réforme du système de sécurité malien, informalité et inversion du nexus défense/sécurité	
<i>Niagalé BAGAYOKO</i>	
<i>Présidente de l'African Security Sector Network (ASSN)</i>	<i>133</i>
Les défis de sécurité et de développement du Niger et les réponses apportées par l'État	
<i>Colonel-Major Mahamadou Seidou MAGAGI</i>	
<i>Directeur du Centre national d'études stratégiques et de sécurité (CNESS) du Niger</i>	<i>163</i>
LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE EN APPUI DES POLITIQUES DE SECURITE ET DEVELOPPEMENT	169
Sécurité et développement dans le Sahel : la vision française	
<i>Christophe BIGOT</i>	
<i>Représentant spécial de la France pour le Sahel</i>	<i>171</i>
ONU : la protection des populations, du concept à la réalité	
<i>Général de corps d'armée (2S) Babacar GAYE</i>	
<i>Ancien Représentant spécial des Nations unies en République centrafricaine</i>	<i>177</i>
L'Union européenne, un acteur international engagé	
<i>Franck HAASER</i>	
<i>Conseiller politique du Représentant spécial de l'Union européenne au Sahel</i>	<i>185</i>
La France et l'AFD : la sécurité par le développement	
<i>Bertrand WALCKENAER</i>	
<i>Directeur général délégué de l'Agence française de développement</i>	<i>193</i>

Perspectives sahéliennes <i>Colonel (ER) N'Diawar N'DIAYE</i> <i>Consultant en géopolitique et conférencier sur les</i> <i>problématiques de sécurité internationale</i>	201
L'importance d'une stratégie hydraulique pour les pays du G5 Sahel <i>Franck GALLAND</i> <i>Dirigeant de (ES)²</i>	207
CONCLUSION	219
<i>Oumar KEITA</i> <i>Ambassadeur, Délégué permanent de la République du</i> <i>Mali, Vice-président du Groupe africain à l'UNESCO</i>	221

L'importance d'une stratégie hydraulique pour les pays du G5 Sahel

Franck GALLAND
Dirigeant de (ES)²

Spécialiste des questions sécuritaires liées aux ressources en eau, le Lieutenant-Colonel (R) Franck Galland dirige (ES)², pour *Environmental Emergency and Security Services*, cabinet d'ingénierie-conseil spécialisé en résilience urbaine. Chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), son dernier ouvrage, paru en mars 2014 chez CNRS Éditions, est intitulé *Le Grand Jeu. Chroniques géopolitiques de l'eau*.



L'eau est un lien fort qui unit enjeux du développement et de sécurité au sein des pays du G5 Sahel.

En réponse à l'instabilité affectant la zone sahélienne, cinq États – le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad – ont mis en place l'initiative du G5, se voulant un cadre de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de sécurité et de développement ; thèmes étroitement interdépendants. Parmi les axes de travail retenus, la convention de création du G5 Sahel a accordé de l'importance à la gestion de l'eau en soi, ainsi qu'à travers d'autres défis que constituent le changement climatique, la sécurité alimentaire et le pastoralisme, la protection et le développement d'infrastructures essentielles à la vie, ainsi que le développement humain.

Un défi hydrique

150 millions de Sahéliens sont d'ores et déjà confrontés à d'immenses défis sur la question de l'accès à l'eau, avec une disponibilité en eau par habitant qui a diminué de plus de 40 % au cours des vingt dernières années¹³¹. À ces enjeux d'aujourd'hui s'ajoutent ceux que pose l'explosion démographique dans les pays du G5 Sahel, puisque la population sera amenée à y doubler dans les vingt prochaines années¹³². Le Niger, qui avait 3,5 millions d'habitants en 1960, en a 20 millions aujourd'hui, en aura 35 à 40 en 2035 et plus de 50 millions en 2050¹³³.

La pression sur les ressources en eau à vocation domestique va donc aller en s'accroissant, avec ce qui est malheureusement attendu en de pareilles circonstances si le raccordement au réseau de distribution public ne fait pas l'objet d'une priorité stratégique : une croissance anarchique des puits privés et de véritables mafias de transporteurs d'eau qui vont progressivement assécher les nappes ; des piquages illégaux qui se multiplieront sur les conduites de transfert ; de l'eau pour les quartiers les plus aisés mais aucune desserte pour les plus pauvres...

La croissance urbaine anarchique est un autre problème de taille pour les pays du G5. Elle rend impossible tout effort de planification, qui nécessite au contraire vision, mobilisation de financements et réalisation d'infrastructures. Or, la planification urbaine est clé pour

¹³¹ Caroline Courtois. « L'eau dans le Sahel : entre conflit, sécheresse et démographie galopante ». Solidarités International, 26 avril 2017.

¹³² John F. May et Jean-Pierre Guengant. « Les défis démographiques des pays sahéliens ». *Études*, n°4206, 2014.

¹³³ Citer dans « Le Sahel est-il en danger ? », compte-rendu par Solidarités International de l'intervention de l'ambassadeur Jean-Marc Châtaigner, envoyé spécial pour le Sahel, invité par la Coordination humanitaire et développement (CHD) à présenter la situation au Sahel lors d'une réunion plénière de ses membres en 2019.

permettre une croissance soutenable et raisonnée de la ville avec des équipements répondant à la demande en matière de production et de distribution d'eau, de collecte et de traitement des eaux usées, de gestion des eaux pluviales et des déchets. Si rien n'est préparé, sans stratégie et sans capacité de mobiliser les fonds nécessaires, s'en suivent une impossibilité chronique – voire structurelle – d'accès à l'eau, des inondations fréquentes accentuées par les phénomènes de changement climatique, des ressources souterraines durablement polluées par des déchets non traités...

En 1960, quand le Niger ne comptait que 3,5 millions d'habitants, sa capitale Niamey recensait 30 000 habitants. Elle en a 1,5 million maintenant. Nouakchott, la capitale mauritanienne, n'existait pas en 1960 et compte aujourd'hui plus d'un million d'habitants. Ces tendances lourdes vont se poursuivre. Il est ainsi fondamental de les anticiper et d'intégrer les remèdes aux maux de l'explosion urbaine à l'initiative de sécurité et de développement du G5 Sahel, car le lien entre manque de services essentiels et montée de l'insécurité est clairement établi. Un rapport du Sénat américain¹³⁴ a en particulier souligné la relation de cause à effet entre le manque chronique d'eau et la montée des extrémismes politiques et religieux, comme en Irak, en Syrie, en Libye, au Yémen, à Gaza, en Somalie et dans l'ensemble afghano-pakistanaï. Lors du troisième Forum mondial de l'eau de Kyoto, Mona El Kody, qui dirigeait la *National Water Research Unit* en Égypte, avait de son côté montré l'existence d'une corrélation entre le manque d'accès à l'eau, l'insalubrité des villes et les quartiers

¹³⁴ « Avoiding water wars: water scarcity and Central Asia's growing importance for stability in Afghanistan and Pakistan », US Senate, Majority staff report, prepared for the use of the Committee on Foreign Relations, 22 février 2011.

détruits par les guerres, avec les foyers de radicalisme et de terrorisme qui s'y développent¹³⁵.

Enfin, le changement climatique à l'œuvre dans la bande sahélienne, devient, comme ailleurs dans le monde un problème de sécurité de premier plan. À la suite des premières alertes lancées en 2006 par le GIEC dans son rapport « Bilan 2001 des changements climatiques », un groupe de conseillers américains, tous anciens généraux ou amiraux pilotés par le *Deputy Under Secretary of Defence* Sherri Goodman, exprimait déjà ses inquiétudes sur le changement climatique et l'une de ses conséquences portant sur la rareté grandissante des ressources en eau, comme facteurs multiplicateurs de conflits avec des implications sécuritaires fortes à attendre¹³⁶.

Au Sahel, la modification du climat fait craindre une « saharisation » de la région. Pour ce qui est de la Mauritanie, il est prévu que le climat évolue, d'ici une vingtaine d'années, vers une plus grande aridité, une augmentation de fréquence des événements climatiques extrêmes (canicules mais également pluies torrentielles orageuses), et une diminution progressive des précipitations de 5 à 20 %. Prenons également l'exemple de la ville de Zinder au Niger. Grand centre commercial pour les produits agricoles et d'élevage, influencé par la ville de Kano (grande métropole côté Nigeria) et la transsaharienne assurant les échanges vers l'Algérie et la Libye, cette ville de plus de 300 000 habitants connaît des problèmes chroniques d'alimentation en eau. Ancienne capitale du Niger jusqu'en 1926, elle fut du reste abandonnée au profit

¹³⁵ « Water shortages foster terrorism », Ben Sutherland, BBC News Online in Kyoto, 18 mars 2003.

¹³⁶ « National security and threat of climate change », CNA Corporation, 2007.

de Niamey pour précisément des raisons d'approvisionnement en eau. Les ressources sollicitées se trouvent en effet à 25 km au Nord (Arougouza) et 20 km au Sud (Gogo-Machaya) *via* deux champs captant, dont le principal est entièrement tributaire des eaux de pluies. Or, au cours par exemple de l'hivernage 2013, seulement 30 % des volumes moyens annuels ont été ré infiltrés, à cause d'une pluviométrie exceptionnellement faible. Cette situation exceptionnelle est ainsi venue aggraver le déficit chronique en eau de la ville. Pour la saison sèche 2014 (mars-juillet), ce déficit était estimé à 56 % des besoins soit 10.000 m³/j¹³⁷.

Le manque de pluies ou des pluies irrégulières va avoir d'importantes conséquences pour l'agriculture et le pastoralisme. L'eau utilisée pour l'agriculture est en effet issue à 98 % de la pluie. Or, que faire sans ces pluies essentielles à la survie ? Ou plutôt comment faire ?

Pour une ambition hydraulique

Quand il était à la tête du protectorat français au Royaume du Maroc, Lyautey disait que « gouverner c'est pleuvoir ». L'axe de travail à suivre pour les pays du G5 doit s'inscrire dans cette maxime, en suivant scrupuleusement l'art et la manière des réalisations conduites par Lyautey. Une autre de ses devises, « la joie de l'âme est dans l'action », doit en particulier retrouver toute sa pertinence dans les projets hydrauliques à conduire en urgence au profit des pays du G5.

La réhabilitation des réseaux d'adduction et de distribution d'eau potable comme leur construction ou leur extension, tant en milieu urbain qu'en milieu rural, ont été

¹³⁷ Rapport de la Société d'exploitation des eaux du Niger (SEEN) sur la situation de pré-crise à Zinder au Niger. 16 janvier 2014.

jugées par Lyautey comme des étapes décisives dans la pacification et la stabilisation du Maroc, lorsqu'il s'agissait de « gagner les cœurs et les âmes », selon une autre de ses formules devenue célèbre. Lyautey est celui qui osa également proclamer, alors Maréchal de France, « qu'un chantier vaut un bataillon ». Avec un arrière-grand-père ordonnateur en chef des armées impériales, un grand-père général d'artillerie, un père ingénieur de l'École des Ponts et chaussées, Lyautey a grandi dans une maison attenante à l'École nationale forestière de Nancy (ancêtre de l'École des Eaux et forêts). Cet héritage a, à l'évidence, dû influencer sa carrière de bâtisseur. Élève de Gallieni au Tonkin puis à Madagascar, qui accordait lui-même une grande importance aux projets de développement et de santé publique, Lyautey avait compris mieux que quiconque ce que devait être « la stratégie de la tâche d'huile ». Celle-ci visait à donner à la pacification du Maroc un caractère attractif, notamment à travers de nouvelles infrastructures en eau, des projets forestiers ou d'hydraulique agricole, que mirent en œuvre des ingénieurs et techniciens du génie rural venus de France dans le royaume chérifien à sa demande expresse.

C'est cet état d'esprit et cette ambition qui doivent pouvoir inspirer les pays du G5 Sahel en vue d'ériger des barrages et de petits canaux d'irrigation destinés à recueillir des eaux pluviales, d'installer de nouvelles conduites de transfert comme celle qui relie Rosso sur le fleuve *Sénégal* à la ville de Nouakchott, d'introduire des techniques d'irrigation intelligentes et de nouvelles cultures moins consommatrices d'eau... Une décennie hydraulique doit pouvoir rapidement voir le jour dans les pays du G5, comme ce fut le cas au début des années 2000 en Algérie. En dix ans, aucun pays, si ce n'est la Chine, n'aura en effet autant investi dans la mobilisation de nouvelles ressources en eau.

Au-delà des réalisations d'ouvrages, il est également nécessaire de donner priorité aux connaissances pratiques et au savoir-faire technique. Ceci passe par l'accélération des transferts de compétences destinés à former des personnels locaux à même de maintenir en condition opérationnelle les ouvrages hydrauliques, en devenant particulièrement sachant sur les opérations de maintenance préventive et curative. C'est d'abord à un besoin de formation professionnelle en électromécaniciens ou en conducteurs de travaux de forage, qu'il faut répondre avant de faire des « généralistes » de l'eau. Il faudra en revanche bien veiller à favoriser et rendre possible des missions d'expertise de haut niveau visant à améliorer la connaissance des sous-sols des pays du G5, car si l'eau n'y est pas toujours visible en surface, elle est en revanche bien présente dans les nappes phréatiques.

Comprendre la dynamique d'écoulement des eaux souterraines, comme mieux connaître les recharges d'aquifères et anticiper les modifications du climat sur ces phénomènes, apporterait ainsi beaucoup à la région. C'est donc une mobilisation générale qui doit prévaloir au sein du G5 Sahel pour détecter de nouvelles ressources en eau, construire et renforcer les ouvrages permettant l'exploitation des ressources existantes, former des techniciens à même d'exploiter ces installations avec efficacité sur la durée.

Une nécessaire implication civilo-militaire

Dans le contexte sécuritaire dégradé de certaines zones géographiques, les armées, doivent pouvoir aider à consolider et développer des infrastructures hydrauliques destinées à récolter, canaliser, et transporter de l'eau brute au profit d'usages domestiques ou de besoins d'irrigation. Les armées françaises et européennes ont la capacité

d'envoyer de tels experts, qu'ils soient personnels d'active ou de réserve issus de grands opérateurs et de cabinet d'ingénierie-conseil.

Les compétences militaires en matière d'eau sont en effet dispersées mais bien réelles. À ce titre, les capacités franco-allemandes devraient être les premières à être valorisées. Elles sont présentes tant dans le domaine de l'ingénierie au sein du Centre d'expertise des techniques de l'infrastructure de la défense (CETID) en France et du *Geoinformation Service* allemand, qui sont par exemple en mesure de suivre efficacement la réalisation de forages et leur supervision par des hydrogéologues militaires. Elles existent également au sein du 164 *Special Engineering Regiment* de la Bundeswehr qui dispose de capacités de forage dans toutes les formations géologiques, et ce jusqu'à 500 m de profondeur ; en France, au sein du Service d'infrastructures de la Défense (SID) et du Groupement aérien d'appui aux opérations (GAAO) de l'armée de l'air qui s'est doté récemment d'un moyen de forage à 150 m. D'autres moyens de forage et de potabilisation existent au niveau d'armées européennes comme celle des Pays-Bas, dont la marine dispose de capacités en ce sens.

Il en est de même au Royaume-Uni. Malgré le *Brexit*, il faut compter sur le fait que l'armée britannique restera un partenaire stratégique pour l'Europe. Ses moyens dédiés aux forages sont très conséquents. Le 521 *Special Team Royal Engineers* (STRE) dispose ainsi de deux sections, comprenant pour une part des moyens et personnels consacrés aux forages, y compris à grande profondeur (400 m), et d'autre part des capacités pour construire des réseaux d'adduction, ainsi que des unités de traitement. Cette unité spécialisée met régulièrement ses compétences aux services des forces britanniques en opération (Irak, Afghanistan...) mais également au profit de forces prépositionnées (Chypre) ou du *Foreign Office* dans le

cadre de missions d'assistance et de coopération (Sierra Leone).

Cet apport d'armées occidentales doit se faire en synergie forte avec les forces de sécurité des pays du Sud qui disposent également de capacités en matière de génie hydraulique. Il en est ainsi des forces armées de la République du Sénégal, dont le commandement du Génie et la direction de l'infrastructure des armées disposent de moyens de forage. Ceux-ci sont déjà actifs au profit des populations en milieu rural. Au sein des pays du G5, il est également essentiel de recenser, d'étendre et de valoriser les compétences en matière de génie militaire à vocation hydraulique, notamment en formant des profils de techniciens spécialisés sur ces domaines au sein d'unités méharistes. Les services vétérinaires militaires doivent aussi pouvoir être mis à contribution. En France, comme ailleurs en Europe ou dans des pays comme le Maroc, ils suivent en effet de près les problématiques de qualité d'eau brute ou d'eau traitée, dont ils ont la charge.

Enfin, dans ces zones à la sécurité dégradée, où il faut gagner la paix, l'apport de sociétés privées pourrait être précieux en vue d'accompagner la construction d'ouvrages hydrauliques, par l'emploi d'ex militaires issus du Génie ou d'opérateurs privés en eau ayant eu à construire et exploiter des ouvrages dans des zones compliquées. C'est ce à quoi nous travaillons. Ces « casques bleus de l'eau » viendraient en complément de projets humanitaires qui continuent d'être menés à bien, tant bien que mal, dans ces régions sahéliennes où l'insécurité progresse.

C'est donc à un plan global pour l'eau auquel il faut réfléchir et qu'il faut mettre en œuvre dans les pays du G5 Sahel, en retrouvant en cela l'esprit d'un héritage qui nous vient de la Première guerre mondiale, dont nous avons commémoré récemment le Centenaire de la fin des

hostilités. La question de l’approvisionnement hydraulique avait par exemple été une obsession pour le Général britannique Allenby pendant toute la campagne de Palestine de 1917. Il faut dire que ses troupes avaient dû au préalable progresser militairement dans le désert du Sinaï. Chaque pas gagné dans les sables était accompagné par la pose d’une voie de chemin de fer, doublée d’une canalisation hydraulique permettant d’acheminer de l’eau du *Nil* traitée par filtration. 400 km d’adduction¹³⁸ furent ainsi posés par les *Royal Engineers* avant de rejoindre l’implantation stratégique la ville de Birsheba, « les sept puits » en langue arabe, prise en octobre 1917. À leur arrivée à Jérusalem, le 11 décembre 1917, les troupes britanniques comprirent également tout l’intérêt d’apporter à la ville, qui venait de rompre avec quatre siècles de domination ottomane, une ressource en eau nouvelle et maîtrisée.

Comme le souligne Vincent Lemire dans le chapitre 8 de son remarquable ouvrage *La soif de Jérusalem*, les ingénieurs anglais, « soucieux de démontrer avec éclat la supériorité et l’altruisme des nouveaux occupants », s’engagèrent immédiatement dans la rénovation de l’adduction hydraulique. Il s’agissait de montrer que l’occupation britannique était « une rupture absolue, une véritable renaissance en Terre sainte, dont l’ambition démiurgique devait refermer la trop longue parenthèse de l’incurie ottomane »¹³⁹. Dès le mois de février 1918, dans le cadre d’une loi d’exception, l’eau de Jérusalem est placée sous contrôle militaire. Les Britanniques mobilisèrent alors de gros moyens matériels et humains afin de permettre à

¹³⁸ Jules Chancel. « Avec les armées alliées à Jérusalem ». *L’Illustration* n°3936, 10 août 1918. Cité en page 445 de *La soif de Jérusalem (1840-1948)*. Essai d’hydrohistoire. Vincent Lemire. Publications de la Sorbonne. 2011.

¹³⁹ Vincent Lemire. « La mission hydraulique du général Allenby (1917-1922) ». Page 441 de *La soif de Jérusalem (1840-1948)*, *op. cit.*

l'eau d'arriver dès la mi-juin à Jérusalem depuis le bassin d'Arroub, avec une infrastructure qui permettra de délivrer 1 600 m³/jour d'eau en capacité maximale. La réussite de ce chantier sera très largement exploitée par la presse de l'époque, tant locale qu'internationale, contribuant ainsi à la renommée hydraulique de l'armée britannique qui dépassera le strict cadre diplomatico-militaire ; des millions de lecteurs saluant l'œuvre anglaise en Terre sainte. Le journaliste WT Massey, travaillant pour le très conservateur *Daily Telegraph*, n'hésita alors pas à qualifier de « triomphe » ces réalisations, jugeant « qu'il est peu probable que la population d'aucune ville située en zone de guerre n'ait jamais autant profité d'une conquête que la population de Jérusalem »¹⁴⁰. Au-delà de ce discours dithyrambique qui contribua au rayonnement de la couronne britannique, il est manifeste que la stratégie de conquête hydraulique du Général Allenby a été un plein succès qui est venu contribuer à la stabilisation de la zone.

Reproduisons cet exemple au sein des pays du G5 en implémentant une stratégie hydraulique puissante, car, plus que jamais au Sahel, il apparaît fondamental d'allier étroitement développement et sécurité, comme l'ont souligné conjointement l'ex-chef d'état-major des armées, le Général Pierre de Villiers, et Rémi Rioux, le directeur général de l'Agence française de développement, alors que se tenait l'édition 2016 du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique¹⁴¹.

¹⁴⁰ WT Massey. « The Jerusalem Water Supply ». *The Daily Telegraph*, 13 août 1918. Cité en page 463 de l'ouvrage de Vincent Lemire.

¹⁴¹ « Défense et développement : une seule voix pour une paix d'avance ». Tribune de Pierre de Villiers et de Rémi Rioux, *Le Figaro*, 5 décembre 2016.